

L'expérience migratoire dans l'orientations scolaire (EMIGROScol)

Résumé: Ce projet s'inscrit en soutien d'un dépôt de projet « Jeunes chercheurs » soumis pour la première fois en octobre 2018 à l'ANR dont l'objectif est d'analyser les modes d'agencement et de construction de l'orientation scolaire des jeunes migrants dans le contexte socio-institutionnel qu'est la désignation de ces publics comme « EANA » (élève allophone nouvellement arrivants).

Résumé

Ce projet s'inscrit en soutien d'un dépôt de projet « Jeunes chercheurs » soumis pour la première fois en octobre 2018 à l'ANR dont l'objectif est d'analyser les modes d'agencement et de construction de l'orientation scolaire des jeunes migrants dans le contexte socio-institutionnel qu'est la désignation de ces publics comme « EANA » (élève allophone nouvellement arrivants). Alors que le projet déposé à l'ANR se déploie dans 8 académies (dont un DOM la Guyane et deux en Île-de-France) sur 4 ans, le projet que nous soumettons à l'IC Migrations se déploierait uniquement dans les deux académies d'Île-de-France durant la première année. Il s'agirait d'analyser la construction de l'orientation scolaire des jeunes migrants dans le système éducatif français : production de discours institutionnels, pratiques des collégiens et adultes intervenant auprès d'eux. Ceci suppose de s'intéresser aux différentes étapes de l'orientation, depuis la première évaluation passée en France au vécu de l'orientation durant la période qui la suit. Cela implique aussi de s'intéresser aux interactions entre les producteurs de normes et de procédures afférentes à l'orientation (acteurs de l'Éducation nationale, collectivités territoriales, secteurs associatifs mais aussi logiciel dédié) et aux jeunes et famille qui la vivent tout en participant aussi à l'édification de référentiels normatifs. Dans chaque académie, notre méthodologie, mixte, combine suivi qualitatif (observations, entretien) d'une cohorte de 20 jeunes pendant leur troisième (en dispositif et en « inclusion » en classe ordinaire). En complément, nous réaliserons, dans les deux académies, une analyse quantitative des orientations à partir du traitement des données des bases élèves de l'Éducation nationale, celles de la DEPP et des CASNAV (Centre académiques pour la scolarisation des élèves nouvellement arrivés et issus de familles itinérantes ou du voyage) et analyserons la manière dont le logiciel d'affectation des élèves participe à la construction de l'orientation pour ces jeunes. Parallèlement, nous organiserons un cycle de séminaires mensuels interdisciplinaires sur l'éducation et les migrations afin d'articuler les deux champs thématiques liés à l'éducation et aux migrations.

• Positionnement de la proposition et problématique

Ce projet s'inscrit en complément et soutien d'un dépôt de projet « Jeunes chercheurs » soumis pour la première fois en octobre 2018 à l'ANR dont l'objectif est d'analyser les modes d'agencement et de construction de l'orientation scolaire des jeunes migrants dans le contexte socio-institutionnel qu'est la désignation de ces publics comme « EANA » (élève allophone nouvellement arrivants).

Alors que le projet déposé à l'ANR, comprenant un volet quantitatif et qualitatif se déploie dans 8 académies (dont un DOM la Guyane et deux en Île-de-France) sur 4 ans, le projet que nous soumettons à l'IC Migrations se déploierait uniquement dans les deux académies d'Île-de-France durant la première année. Il aurait pour fonction d'être un incubateur ou un accélérateur d'une recherche de plus grande envergure. Cette recherche vise à comprendre et restituer les différentes configurations à l'œuvre dans les modes de production, de légitimation et d'appropriation des procédures d'orientation : rhétoriques et discours institutionnels, pratiques d'acteurs dont collégiens et adultes intervenant auprès d'eux. Ceci suppose de s'intéresser aux différentes étapes de ce processus de sélection/affectation se déroulant en fin de troisième. L'orientation est ici entendue

comme un processus construit socialement depuis la première évaluation scolaire passée en France au vécu de l'orientation durant les deux années post-troisième. Mais ici, nous concentrerons notre recherche sur l'année de troisième. Il importera de s'intéresser aux interactions entre les producteurs de normes et de procédures afférentes à l'orientation (acteurs de l'orientation de l'Éducation nationale, collectivités territoriales, secteurs associatifs) et les jeunes et leur famille qui la vivent tout en participant eux-aussi à l'édification de référentiels normatifs. Une attention particulière sera portée aux subjectivités et réflexivités juvéniles (bâties dans ce contexte), celles-ci étant potentiellement hétérogènes. Parallèlement, l'orientation est en partie le fruit de procédures standardisées et mécanisées par l'interface de logiciels et d'algorithmes dont le fonctionnement est partiellement autonome des jugements professoraux. Nous proposons de nous intéresser à cet intermédiaire de standardisation (Frouillou, 2016) et son articulation avec les pratiques scolaires et pédagogiques en situation d'« allophonie » (Armagnague & Tersigni, 2019).

Nous formulons l'hypothèse que les jeunes migrants désignés EANA sont l'objet de pratiques d'orientation différenciées et en partie impensées comme devant être articulées au projet migratoire. Pourtant, l'expérience de la migration puis celle de la scolarisation viennent reconfigurer un projet de vie juvénile ou familial qui ne correspond pas nécessairement aux orientations effectivement réalisées. La rencontre entre les rationalités de l'Éducation nationale et son injonction quant au « placement » de la totalité des élèves à la fin du collège dans des « marchés » scolaires vient donc parfois heurter des projets de vie construits indépendamment d'elle et donnant du sens à la mobilité (Dureau & Hily, 2009). Comment, dans ce contexte les procédures d'orientation sont-elles pensées et légitimées ? Comment les jeunes et leur famille participent-ils ou « résistent-ils » à des formes décisionnelles pouvant parfois être asymétriques ? Comment le milieu social d'origine et les ressources scolaires pré-migratoires sont-elles prises en compte pour/par ces jeunes ? L'explicitation et l'analyse des configurations prises par l'orientation scolaire des jeunes migrants permettra de valider ou d'invalidier l'existence d'une orientation scolaire spécifique pour ces jeunes et, le cas échéant, d'en déterminer et étudier les ressorts et fonctions. L'analyse expérientielle de ces orientations nécessitera de s'intéresser aux parcours scolaires construits juste avant et après du couperet de la décision d'orientation en fin de troisième, souvent considéré comme la fin de l'instruction obligatoire. L'étude de l'après-orientation permet de travailler sur les formes d'appropriation ou de rejet de cette orientation et d'analyser ce en quoi elle façonne les parcours post-troisième.

Notre démarche articule les paradigmes et outils de la sociologie de l'éducation avec ceux de la sociologie des migrations et des relations interethniques. Elle combine une analyse des phénomènes migratoires juvéniles et l'étude du système éducatif à une période charnière. S'il existe des travaux sur l'orientation scolaire des jeunes de milieux populaires (Chauvel, 2014) ou de jeunes descendants de migrants (Primon & Brinbaum, 2014), il en existe moins sur l'orientation scolaire des jeunes migrants : des recherches quantitatives révèlent a posteriori la distribution des migrants dans le système éducatif (Ichou, 2013) et d'autres ont montré les phénomènes de sur-orientation dans l'enseignement spécialisé des jeunes primo-migrants (Schiff, 2003). Les enquêtes PISA de l'OCDE révèlent des inégalités de performances entre enfants migrants et « natifs » marquées en France tandis que les premiers expriment un sentiment de manque d'appartenance à la communauté scolaire (OCDE, 2015) mais il n'existe pas de travaux actuels sur la construction de l'orientation en tant que « fait social » et ses effets sur l'expérience migratoire ni de travaux sur l'analyse de la façon dont la migration refaçonne la scolarité. Lorsque des données existent, elles soulignent l'inexistence d'une approche qualitative du sujet et notamment d'un suivi de cohorte (Klein & Sallé, 2009). Ce déficit dans le champ de la recherche sur les migrations et sur le système éducatif tranche avec la nécessité et le besoin des acteurs de construire du sens au cours de cette période (Armagnague et al., 2018). Ce projet nous permettra de proposer une analyse cohérente et compréhensive des expériences scolaires et de l'implication des jeunes et de leur famille.

Parallèlement à la mise en œuvre de la recherche, nous organiserons un cycle de séminaires mensuels interdisciplinaires sur l'éducation et les migrations. L'objectif de ces séminaires est de permettre la création d'un espace de réflexion et d'échanges transdisciplinaire sur deux champs thématiques constitués qu'il est nécessaire d'articuler davantage : celui des migrations et celui de l'éducation.

• Mise en œuvre

Le projet repose sur une méthodologie mixte combinant méthodologies quantitatives et qualitatives dans deux académies d'Île-de-France : Versailles et Créteil. Dans chaque territoire, nous réaliserons une analyse des données produites par les académies et leurs services dédiés (notamment les CASNAV (Centres Académiques pour la Scolarisation des élèves allophones Nouvellement Arrivés et des enfants issus de familles itinérantes et de Voyageurs) et les services des directions départementales de l'Education nationale) relatives à l'orientation. En complément, nous prolongerons nos collaborations issues de précédents projets avec le bureau chargé de l'enquête EANA à la DEPP (Direction de l'Évaluation, de la Prospective et de la Performance), le service statistique du Ministère de l'Education nationale, afin de travailler à l'analyse des données ministérielles -dont la production est récente (2014-2015) mais régulière- et des bases élèves. Ceci permettra d'avoir une vue sur les dynamiques scolaires de ces publics, de les étalonner avec la population scolaire dans son ensemble et d'étayer nos enquêtes qualitatives dans les deux académies. De plus, nous effectuerons une analyse relative à la compréhension du cadre institutionnel, notamment par entretiens avec les acteurs institutionnels de l'Education nationale et en travaillant sur les contenus des principaux textes de référence (réglementations européennes, nationales, académiques et départementale). Notre population d'enquête est composée de jeunes de troisième scolarisés en dispositif UPE2A (Unité Pédagogique pour les Elèves Allophones Arrivants) et en classe ordinaire l'année « n » avec lesquels nous constituerons une cohorte que nous suivrons les deux années suivant leur sortie de troisième (lycées, déscolarisation, apprentissage, etc.) (Bernstein, 2000). Dans les deux académies, nous réaliserons des enquêtes monographiques relatives à vingt jeunes (40 au total) : observations et entretiens individuels et collectifs auprès des jeunes, leur famille et auprès des acteurs jouant un rôle dans l'orientation de notre cohorte d'élèves (professeurs principaux, équipes de direction et de vie scolaire, conseillers d'orientation et psychologues de l'Education nationale, agents associatifs et des collectivités territoriales, réunions parents-professeurs, entretiens dans les CIO, commission pré-PAM). Les établissements seront sélectionnés notamment à partir des données académiques (produites par des services avec lesquels nous travaillons), en fonction du nombre de jeunes migrants nouvellement arrivés scolarisés. Nous analyserons aussi les documents liés à l'orientation (productions des conseils de classe, dossiers et bulletins scolaires, « fiches navettes » d'orientation, attribution des « points brevets ») afin de comprendre les étapes et les enjeux de la construction sociale de l'orientation. Un intérêt sera porté aux discours normatifs formulés, aux lexèmes et actes de parole renvoyant à la négociation ou l'incitation à l'orientation, les consonances ou divergences d'avis des parties prenantes. Nous réaliserons aussi une analyse des différents recours qui ont pu être faits (auprès des établissements, des services de l'Education nationale voire du Défenseur des Droits) de décisions d'orientation qui auraient suscité le désaccord du jeune ou de ses représentants. Le caractère pluridisciplinaire de l'équipe (politistes, juristes, sociologues, linguistes, notamment), permettra une analyse complexe de l'orientation (didactique, sociologique et politique).

Calendrier

- Mars- septembre 2019 : organisation du séminaire, phase d'enquête auprès des acteurs institutionnels et ciblage des établissements pour le suivi des cohortes, mise en place de la procédure pour l'obtention du droit d'exploitation de la base élèves, prise en main du logiciel d'affectation.
- Automne 2019 : Suivi des cohortes dans les deux académies, exploitation des données de la base élève et du bureau DEPP EANA, analyse du logiciel d'affectation
- Décembre 2019- mai 2020 : Suivi des cohortes, exploitations des données DEPP, analyse des usages du logiciel
- Juin - Juillet 2020 : Analyse du matériau
- Septembre 2020 : préparation de publications et organisation de la journée d'études, échange avec les chercheurs de l'IC
- Décembre 2020 : organisation d'une journée d'études

L'équipe

Maïtena Armagnague, coordinatrice du projet est MCF en sociologie depuis 2012 à l'INSHEA, Grhapes, associée à MIGRINTER et fellow de l'IC Migrations. Elle travaille sur la participation socio-scolaire des enfants et jeunes migrants en France après avoir travaillé sur le sujet auprès des jeunes ayant des parents migrants turcs en France et en Allemagne. Elle a dirigé des projets de recherche financés (direction de la Population et des Migration-2006-2008-, Université Paris-Lumières 2014-2016, Défenseur des Droits 2015-2018, IRES 2016-2019) tous liés à la participation socio-scolaire des enfants ou jeunes migrants ou descendants de migrants. C'est au cours de ces projets que la question de l'orientation et du devenir scolaire à moyen termes de ces populations est apparue comme un point aveugle à analyser. L'équipe pluridisciplinaire réunit donc des spécialistes complémentaires sur la question de l'orientation scolaire des jeunes migrants (spécialistes des migrations et des questions scolaires à l'analyse de logiciel maîtrisant approches quantitatives et qualitatives). Brahim Azaoui et Catherine Mendonça-Dias sont MCF en sciences du langage (Université de Montpellier, LIRDEF et Paris 3, DILTEC) travaillent respectivement à l'agir professoral (discours, gestes, regards, proxémie) et à la mobilisation des ressources plurilingues des élèves « allophones », leurs productions de discours écrits et oraux afin de les mettre en perspective avec les contenus scolaires du socle. Audrey Boulin est MCF en sciences de l'éducation (ESPE de l'Académie de Versailles, EMA). Elle analyse les situations scolaires et les gestes professionnels enseignants en dispositifs éducatifs (internats d'excellence ou UPE2A) à partir de l'expérience des acteurs (élèves, parents et professionnels). Géraldine Bozec, est MCF en sociologie (Université de Nice-Sophia Antipolis, URMIS) est fellow de l'IC Migrations, Aksel Kilic, doctorante en sociologie de l'éducation (Paris 5, Cerlis) étudie les modalités de désignations ethniques construites dans les établissements scolaires et la question des discriminations. Lila Belkacem et Séverine Chauvel sont MCF en sociologie à l'UPEC et fellows de l'IC Migrations. Leurs travaux portent respectivement sur la mise en évidence d'assignations et injonctions ethniques et raciales adressées notamment aux jeunes "en difficulté" (décrochage scolaire, délinquance.) et sur l'orientation scolaire, les transformations des aspirations scolaires des familles, la genèse des vécus de discrimination liés à l'origine ethno-raciale à l'école et à l'entrée sur le marché du travail. Leïla Frouillou est MCF en sociologie (université Paris Nanterre, CRESPPA-GTM). Elle est spécialiste des ségrégations éducatives, notamment liées au système d'affectation de logement (APB). Jean-Luc Primon, MCF en sociologie (Université de Nice-Sophia Antipolis, URMIS) est fellow de l'IC Migrations co-porteur du projet et travaille sur la transition entre études et emploi des descendants d'immigrés et les discriminations sur le marché du travail. Thomas Douniès est doctorant en science politique à l'université de Picardie Jules Verne (CURAPP-ESS). Il étudie la structuration institutionnelle multi-niveaux des politiques scolaires dédiés aux « EANA » et interroge le déploiement des dispositifs pratiques de la gestion étatique de l'immigration. Simona Tersigni est MCF en sociologie (université Paris Nanterre, Sophiapol) et travaille sur les relations interethniques et les auto-/identifications et catégorisations des acteurs minorisés (notamment enfants et jeunes migrants). Marie-Françoise Valette est MCF en droit public à l'Université de Poitiers (Migrinter) et s'intéresse à la mise en œuvre du droit à l'éducation pour les enfants et jeunes migrants.

Réalisations attendues et valorisation du projet

Outre les séminaires de projet et la journée d'études qui seront adossés aux activités de l'IC Migrations, l'équipe initiera un projet de publication collective dans une revue.

L'objectif de ce projet est aussi d'alimenter une initiative de recherche de plus grande ampleur, déployées sur le territoire national, construite à partir de l'implication notamment des acteurs institutionnels et qui permettra de la faire connaître auprès des décideurs publics. Une des finalités de ce projet est, dans un second temps de nourrir les plans de formation des acteurs de l'Education nationale (cadres, enseignants, équipes de vie scolaire) par l'intermédiaire de formations continues (notamment « sur sites ») et en alimentant les contenus du nouveau DU (Diplôme universitaire) EDUMIN « Education et minorités » à destination notamment de professionnels et d'étudiants en formation initiale souhaitant se spécialiser dans le champ de l'éducation et des minorités.

Bibliographie

Armagnague, Maïtena, Tersigni Simona (2019), « L'émergence de l'allophonie comme construction d'une politique éducative : le traitement scolaire des enfants migrants en France », *Emulations*, n°3, à paraître.

Armagnague Maïtena, Cossée Claire, Mendonça Catherine, Rigoni Isabelle, Tersigni Simona (2018), « Etude sur la scolarisation des élèves allophones nouvellement arrivés (EANA) et des enfants issus de familles itinérantes et de voyageurs (EFIV) (EVASCOL) », [Rapport de recherche] Défenseur des Droits.

Armagnague, Maïtena, Cossée Claire, Cossée-Cruz Emma, Hieronimy Sophie & Lallouette Nancy (2017), « Combiner sociologie et arts dans le recueil des données. Eléments vers une conceptualisation des méthodes artistiques dans les enquêtes qualitatives : l'exemple d'une recherche sur la scolarisation des enfants migrants » *Migration Société*, n°167, mars, pp. 63-76.

Armagnague, Maïtena, Cossée Claire, Rigoni Isabelle & Tersigni Simona (2016), « Infanzia e gioventù migranti alla luce delle istituzioni socio-educative in Francia », *Autonomie locali e servizi sociali*, n°3, pp. 393-414.

Bernstein Basil (2000), *Pédagogie, contrôle symbolique et identité*, Laval, Presses Universitaires de Laval.

Chauvel Séverine (2014), « Sur le chemin de l'école. Professeurs, élèves et parents face aux parcours scolaires », *Politix*, 4, 108, p. 53 - 73.

Frouillou Leïla (2016), « Admission post-bac : un 'libre choix' sous contrainte algorithmique. La production spatiale des inégalités par l'affectation informatique des étudiants du supérieur », *Justice spatiale, spatial justice*, numéro « Liberté-égalité-computer. Gouvernamentalité algorithmique et justice spatiale ».

Dureau Françoise, Hily Marie-Antoinette (éds.), *Les mondes de la mobilité*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009.

Ichou Mathieu (2013), « Différences d'origines et origines des différences : les résultats scolaires des enfants d'immigrés/émigrés en France du début de l'école primaire à la fin du collège », *RFS*, 2013/1, vol. 54, p. 5-52.

Klein Catherine, Sallé Joël (2012), *La scolarisation des élèves nouvellement arrivés en France*, IGEN.

OCDE (2015), *Examens de l'OCDE sur la formation des migrants. Les élèves immigrés et l'école. Avancer sur le chemin de l'intégration*.

Primon Jean-Luc, Brinbaum Yaël (2014), « Une école discriminante ? » *Plein Droit*, 4, 103, p. 32-35.

Schiff Claire (dir.) (2003), « Non scolarisation, déscolarisation et scolarisation partielle des migrants », Paris, ministère de l'Éducation nationale, programme interministériel de recherche sur les processus de déscolarisation.

[Lire la suite](#) [1]

Liens

[1] <https://www.inshea.fr/fr/content/lexp%C3%A9rience-migratoire-dans-lorientations-scolaire-emigroscol>